

# Enbata

Renouveau de la  
Pastorale

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
6 août 2009  
N° 2088  
1,30 €

Relance  
de

**BATERA**

ISSN 0294-4596  
9 1770294 1459006



## Unanimité

**I**LS étaient quarante élus, de toutes appartenances politiques (PS, Verts, Modem, UMP, abertzale) représentant l'ensemble des Communautés de communes et d'agglomération d'Iparaldea, réunis en assemblée générale de l'EPFL (Établissement public foncier) du Pays Basque. Nous avons déjà évoqué (Enbata n°2009 du 25 juin) l'évolution positive prise par ce jeune organisme, attaché à la maîtrise foncière, que s'est donné le Pays Basque. C'était avant cette assemblée générale à l'éclairage d'un débat interne où l'on pouvait raisonnablement escompter le refus de la fusion avec le Béarn qui frappait officiellement à la porte. Si la décision a été conforme à nos pronostics elle revêt cependant une signification profonde par le fait qu'elle fut prise à l'unanimité. Une simple majorité suffit bien souvent pour emporter une décision politique. Dieu sait combien est sensible le thème de la maîtrise de la gestion publique au Pays Basque par les Basques eux-mêmes tant nous sommes démunis d'institution propre et menacés d'être dépouillés, au profit de Pau ou de Bordeaux, d'outils publics tels la Banque de France, la CCI, l'URSSAF et la Sécurité sociale, l'Agence d'urbanisme... Une décision majoritaire aurait déjà comblé notre attente. Nos deux quotidiens ne s'y sont pas trompés dont le titre du Journal du Pays Basque était «EPFL restera basque», et pour le Sud Ouest «Limite géographique pour demeurer Pays Basque».

Cette évolution positive interne des élus qui gèrent l'EPFL n'était pas évidente. Lorsqu'en octobre 2008 la Communauté des communes de Garlin a demandé son adhésion, suivie de la Communauté du grand-Pau, beaucoup ne trouvaient rien à redire à cet élargissement. Pour

s'y opposer il fallait donc mettre en conformité l'intitulé EPFL-Pays Basque avec des limites territoriales de ce Pays Basque informel. Proposition fut alors faite de modifier deux articles des statuts délimitant l'EPFL à l'arrondissement de Bayonne et aux cantons de Mauléon et Tardets. Il fallut plusieurs mois de débat et la sollicitation des avis du Conseil régional, Conseil général, Conseil des élus et Conseil de développement, pour faire évoluer cette modification statutaire et la porter au vote de l'assemblée générale du 9 juillet à Sare. Dans le même temps, la voie de l'élargissement au Béarn se poursuivait avec notamment, une rencontre à Pau de l'EPFL et des grands élus béarnais. Tout était donc jouable: rester basque ou devenir basco-béarnais. Mais au-delà de la décision finale, ce qui fait le plus sens c'est l'unanimité de demeurer Pays Basque.

Cela a d'ailleurs interloqué la député-maire de Pau, Mme Lignères-Cassou, qui s'en est ouvert à un grand élu basque. Cette unanimité ne signifie pas un ostracisme envers les Béarnais mais bien une lente prise de conscience, de maîtrise, ici, de nos propres affaires. Le long combat pour la reconnaissance institutionnelle d'Iparaldea n'est pas resté sans modifier les comportements. Le travail en commun de la société civile et des élus dans le Conseil de développement a permis l'acceptation de l'autre et le sens du consensus sur des points essentiels. Parmi ceux-ci: la notion de territorialité de projet, la mise en œuvre d'une politique publique de l'euskara, la complémentarité côte/intérieur, le transfrontalier... L'unanimité obtenue pour maintenir un EPFL Pays Basque traduit l'avancée vers une société commune de destin.

## Jabetasun eztabaidak Senperen

**G**URE aspaldiko irakurleak orhoituko dira duela zenbait hamarkada izan ziren liskar handiez Senpereko larre eta oihan batzuen jabetasunaren gainetik. Bi elkarte saiatu ziren Herriko Etxeak desjabetu nahi zituenen laguntzerat: ADPALAA Lakuko afe-ran (112 hektareatan) eta Senpereko Gure Lurra gaineratiko eremuentzat. Ikus hortaz agertu lerro luzeak Enbatoren zenbaki hauetan: 20-11-1969; 24-06-1970; 09-12-1970; 01-12-1983; 12-01-1984; 17-05-1984; 21-03-1985; 05-02-1987.

Nahi ala ez historia izpi bat egin behar dugu urrunago joan aitzin, zifreak larri-larria emanez. Senpere, frantses Iraultza Handiaren alde jarri zen 1789an, deplauki, handi eta ttipi, apezak barne! Inguruko herri gehienak aldiz, Sara, Azkaine, Ainhoa eta bertze, Lege Zaharrari leial zegozkolarik. Senperrek gaur 6.500 ha dauzka eta, Iraultza aitzin, bere oihana Euskal Herriko handienetarik zen, 2.500 bat hektareatarat zabaltzen zenaz gero. Oihan horren jabeak «etxeko jaunak» Lapurdiko Lege Zaharren arabera. Baina iraultza giroak sustaturik, 1793ko ekainaren 10eko legearen arabera, eremu batzuk partekatu edo banatu zituzten beren artean, heldu baita Herriko Etxearen izenean gelditu zirela bakarrik 1.000 hektarea lehen kalastra egin zelarik 1810ean. Jakin behar da ere, laborariak bereganatu zituzten lur zatiak, sakabanatuak zirela han-hemenka, herriko lurren artean, mosaika bat bezala osatuz.

Auzi garrantzitsuenak. Lehena, 1828an. Blaise Goyeneche orduko auzapezak auzitegiatarat jauki zituen 130 lur jabe baizik-eta eginak izan ziren banaketa haiek ez zirela legezkoak. Auzia galdu zuen. Baina Herriko Etxea, legeak erresetatu gabe, «régime forestier» delakoa ezartzen saiatuko da eta oihantzainen mehatxupean, emeki-emeki, delako eremu banatuak ere beretzerat saiatuko da.

Bigarren auzi handia, Lakukoa, 1964-1973. Cami turismazale fama handikoak piztu zuen sua Lakuaren egiteko lurra salduz, bi sotesan, etxegile bati. Laborariak irabaziko dute gozamina (droits d'usage) nehoiz gozaten ahalko ez dutena! eta galduko jabetasun hutsa (nue propriété), nolabait errateko. Auzi hau ADPALAA-k kudeatu zuen eta gaulisten eraginpean zegoen justizia latza pairatu behar ukan zuten.

Hirugarren auzia Paul Jorajuria Bernateneko zenak eginen du Senpereko Gure Lurra elkartearen laguntza osoarekin. 12 urte iraunen duen borroka gogor bat (1975-1987), Herriko Etxearen eta «Office national des forêts» delakoaren kontra. Auzi huntan osoki aztertuko dira lehen aldikotz Herriko Etxearen eta partikularren egoerak eta dokumentuak: kalas-tra, «régime forestier», notario kontratuak eta gozamina. Jorajuriak irabaziko du, ez bakarrik gozamina baina jabetasun oso-oso.

(Segida hamabigarren orrialdean)



# Cours de rattrapage...

... que le maire de Constanta, deuxième ville de Roumanie, ait revêtu un uniforme de la Wehrmacht lors d'un défilé de mode. «J'aime l'organisation rigoureuse de l'armée allemande et ses uniformes», a-t-il expliqué. Ce maire n'était pas un premier shoah!

... qu'un adjudant-chef de la légion soit à l'origine de l'incendie qui a détruit 1.070 hectares de garrigue aux portes de Marseille, en ordonnant un exercice à balles traçantes, munition pourtant formellement interdite. Le sous-officier «revenait d'une mission en Afghanistan», disposait «de toutes les qualités techniques requises», et était «bien noté». Là où la légion passe, l'herbe ne repousse pas.

... que les Archevêques de Canterbury et de York recommandent aux 16.000 paroisses anglaises de «suspendre l'usage du calice lors de la communion», rituel pourtant immuable depuis Henri VIII, le pasteur proposant aux fidèles, en plus de l'hostie, de boire une gorgée de vin à même le calice, qui passe ainsi de bouche en bouche. C'était sans compter avec la grippe A(H1N1)... Le repos éternel d'accord... mais pas trop vite!

... qu'à l'inverse de leurs homologues de Grande-Bretagne, les parlementaires français n'ont, eux, rien à se reprocher quant à leurs notes de frais. Et pour cause, les députés et sénateurs français bénéficient d'un système de remboursement forfaitisé de leurs frais de mandat et ce, sans justificatif. D'où l'absence de scandale de ce côté-ci de la Manche!

... du désintérêt de l'Etat français pour la 3<sup>ème</sup> édition du sommet France-Océanie qui a dû se contenter de la présidence de Bernard Kouchner, ni Sarkozy ni Fillon n'ayant daigné faire le déplacement en Nouvelle-Calédonie. Aller sous les cocotiers, c'est pourtant pas l'archipel du goulag!

... pas tant que ça que l'unique cas de dopage relevé, à ce jour, dans le dernier Tour de France soit le champion basque de l'équipe Euskaltel Astarloza vainqueur de la 16<sup>ème</sup> étape. Il s'agissait d'un contrôle en phase préparatoire sur la route de retour des San Fermin: il se serait shooté au Patxaran...

... du désintérêt de plus en plus marqué de la municipalité de Pamplune pour son jumelage avec Bayonne. Si pour la journée à San Fermin la délégation bayonnaise était de 30 participants, dimanche dernier seuls 4 malheureux élus d'Iruña étaient présents à la messe des bandas. Beaucoup d'appelés et peu d'élus!

**C'**EST ce que je me propose de faire à l'intention de ceux qui ne suivent pas toujours, et de ceux qui nous rejoignent maintenant. Je reprends donc ici quelques termes essentiels à la compréhension des mes papiers. Intro à la rentrée!

## ● Chambre d'agriculture

Les chambres d'agriculture sont des Etablissements publics économiques. Elles sont dotées de missions d'ordre consultatif. Le Code rural précise que les chambres d'agriculture sont auprès des pouvoirs publics «l'organe consultatif, représentatif et profession-



nel des intérêts agricoles». Elles sont également dotées de missions économiques. Les chambres d'agriculture «peuvent réaliser des actions d'intérêt général relevant de leurs champs de compétence...», mais il n'a jamais été attribué aux chambres d'agriculture un quelconque monopole ou exclusivité dans ce domaine d'intervention; l'utilisation du terme «peuvent» le démontre bien. D'ailleurs, il existe sur l'ensemble du territoire français, une multitude d'organismes qui œuvrent sur le terrain du développement agricole sans que cela pose problème. La Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques a un budget de 7,38 million d'euros, dont 2,8 millions qui proviennent de la taxe sur le foncier non bâti, payée par tous les agriculteurs. Dès le début, ELB a revendiqué une chambre d'agriculture du Pays Basque pour prendre en compte la spécificité de son agriculture et doter ce territoire d'outils lui permettant de maîtriser son développement.

## ● CDOA: Commission départementale d'orientation agricole

Créée en 1995, cette nouvelle instance, placée sous la présidence du préfet, donne un avis sur la politique foncière d'un département et les demandes d'autorisation d'exploiter; elle propose les critères de répartition des droits à produire (par exemple pour les quotas laitiers) et des droits à prime. Elle traite les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, les aides à la

## Michel Berhocoirigoin

modernisation et aux investissements, etc. Pour avoir un ligne d'horizon, la CDOA devrait définir un Projet agricole départemental (PAD) avec des objectifs clairs quant au type d'agriculture à promouvoir. En août 1996, ELB présentait, dans un document de 12 pages, ses propositions pour que «l'agriculture des Pyrénées-Atlantiques mettent en valeur ses atouts humains, géographiques, économiques et climatiques...» Ce n'est qu'un exemple qui illustre le fait que pendant 20 ans, nous avons contribué pleinement au travail organisé dans le cadre départemental. Mais tout cela en vain... Pour la petite histoire, les Pyrénées-Atlantiques n'ont toujours pas élaboré leur «Projet agricole départemental»... Cas unique en France.

**La Chambre d'agriculture et la CDOA sont les deux outils essentiels qui façonnent l'agriculture d'un territoire: le premier en gérant le développement agricole et la représentation du secteur agricole, le second en gérant tous les dossiers individuels des paysans: financement, droit à produire, droit à prime, foncier installation, etc. Le Pays Basque ne possède aucun de ces deux outils, et donc son agriculture est façonnée par des instances qui lui échappent, et dans un sens contraire à la volonté majoritaire du monde agricole du Pays Basque.**

## ● Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG)

Rappelons simplement que cette association a été créée le 15 janvier 2005, pour répondre à la surdité et au mépris des pouvoirs publics face aux demandes exprimées durant de longues années majoritairement et démocratiquement par les paysans, les élus et les autres acteurs du Pays Basque. Par sa dénomination, EHLG continue de porter la revendication institutionnelle d'un établissement public pour l'agriculture du Pays Basque, tandis que son objet est de rendre accessible à tous les paysans l'agriculture paysanne et durable. L'administration mais aussi la chambre d'agriculture départementale, n'ont cessé d'entraver le travail, les partenariats et le financement d'EHLG. Citons simplement la plainte déposée le 6 juin 2005 par le préfet auprès du procureur de la République pour «l'activité (de EHLG) qui vise clairement à concurrencer la chambre d'agriculture...» Cette plainte aboutira au procès du 29 janvier 2009. La relaxe est prononcée le 26 mars. L'Etat

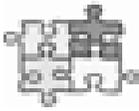
ayant fait appel, un nouveau procès aura lieu à Pau le 18 février 2010. Affaire à suivre, donc...

## ● Instance de concertation agricole du Pays Basque (ICAPB)

Le 26 octobre 2000, le conseil de direction du Conseil de développement adopte un avis proposant la mise en place «d'une instance de concertation agricole» en Pays Basque. «Cette instance se veut être un lieu de concertation (...), un lieu de formulation d'avis à la CDOA sur les projets agricoles du Pays Basque (...). Elle examine les dossiers du Pays Basque en matière d'installation de droits à produire, de CTE, etc.» Bref, l'ICAPB serait la CDOA territorialisée du Pays Basque... L'ICAPB sera officiellement installée par le sous-préfet de Bayonne le 30 novembre 2001 après d'après négociations entre ELB et les représentants de l'Etat qui aboutissent à l'assurance que l'ICAPB instruirait, au même titre que la CDOA, les dossiers individuels des agriculteurs du Pays Basque, en fonction de critères spécifiques, à définir pour ce territoire. Malheureusement, les faits montrent les limites du processus mis en place: l'ICAPB n'a aucune compétence. Elle n'a pas le pouvoir d'élaborer des critères spécifiques à l'agriculture du Pays Basque. «Il n'y a qu'une politique agricole d'un bout du département à l'autre», dira le préfet... ELB quitte alors l'ICAPB. Monsieur de Villepin, de passage à Bayonne en novembre 2004, dans son discours à la CCI annonce la création d'une CDOA territorialisée Pays Basque pour la fin 2005. Nous attendons toujours...

## ● Le SUAT (Service d'utilité agricole du Pays Basque)

Mis en place le 7 janvier 2002 à Hasparren par la chambre d'agriculture. Il n'a aucune compétence. Le pouvoir est centré à Pau. Composé de 7 membres de la FDSEA et de deux d'ELB sur un territoire où ELB est majoritaire, le SUAT sera boycotté dès le départ par ELB en affirmant «Non à des structures bidons - Oui à une chambre pleine et entière». Un nouveau SUAT est créé par arrêté ministériel du 30 mars 2005 (trois mois après la création d'EHLG). Il ne change pas fondamentalement du premier SUAT. Pourtant, courant 2004, ELB aurait dit et écrit qu'un SUAT avec 40% du budget de la chambre, autonomie décisionnelle totale, et élection sur le territoire Pays Basque était acceptable. Cette proposition n'a pas été saisie. Le train est passé, depuis le contexte a changé et EHLG a été créé. Maintenant, s'il faut prendre un train, ce sera un autre train...



*La dernière assemblée générale de Batera, le 11 juillet à Espelette, a été l'occasion de faire le point sur la pertinence de nos objectifs (département Pays Basque, Chambre d'agriculture, officialisation de l'euskara et université autonome). Débat lucide sur la difficulté de réunir 46.000 signatures pour l'organisation d'un référendum, mais détermination des 150 participants à poursuivre l'action en l'adaptant à la réforme territoriale. Est notamment envisagé une consultation populaire parallèle lors des élections régionales. Afin de prolonger le débat, nous donnons la parole à Martine Bisauta, membre fondatrice de Batera, militante syndicale (CFDT-santé), écologiste de toujours et actuelle adjointe au maire de Bayonne.*

**A**BATERA, on s'est lancé dans une grande aventure: la chasse aux signatures des électeurs et électrices des Pyrénées Atlantiques. Le but est simple, il s'agit de parvenir à 46.000 signatures, soit 10% des inscrits du département et ce dans le cadre légal, du droit de pétition.

Initiative simple dans son objectif, mais extraordinairement difficile à réaliser. Il faut saluer le courage de Batera, qui donne ici une puissante leçon de démocratie. Il s'agit ni plus ni moins que de donner la parole aux citoyens et de trancher dans les urnes, la question délicate de la création d'un département Pays Basque.

Depuis le lancement de cette campagne, on ne peut que s'étonner de la polémique enclenchée notamment dans une certaine partie de la gauche et qui tend à condamner cette initiative pour des motifs confus que l'on peine à

**A**U moment où s'engage une nouvelle réforme de l'organisation territoriale dans l'Etat français, le fait que le Pays Basque soit encore le territoire - oublié, s'annonce comme une évidence. Une fois de plus, un gouvernement sera étrangement sourd aux revendications portées majoritairement par la population de la partie occidentale du département 64! Au moment où l'on ne peut plus lire un texte, entendre un discours qui n'évoque avec conviction, la nécessité d'une participation active des citoyens pour conduire des politiques de proximité efficaces, il faut s'attendre à ce que la volonté de 35.000 personnes dûment répertoriées, soit 15% des électeurs du Pays Basque soit tout simplement ignorée.

Or, ces 35.000 personnes ne réclament que le droit d'être démocratiquement consultées sur l'évolution institutionnelle du territoire sur lequel elles vivent! Une fois de plus, il nous faut banalement constater, qu'il y a et fort loin des discours aux actes!

Dans ce contexte, il y a deux mois se sont retrouvés les principaux animateurs de Batera, et la première surprise a été de voir que la même diversité de représentations répondait à l'appel. Car, là est bien l'originalité de cette plate-forme qui relie des universitaires, des paysans, des élus de tous bords, des militants de la langue basque, des syndicalistes, des socio-professionnels, pour qui le dénominateur commun est bien l'avenir de ce

comprendre. *«Ce ne serait pas légal, ce ne serait pas le moment, ce n'est pas une priorité, ce n'est pas républicain, cela n'intéresse pas les électeurs»* et j'en passe.

C'est tout de même extraordinaire que ce droit de pétition parfaitement reconnu par la loi soit combattu par ceux là mêmes qui ne peuvent plus aligner une phrase sans qu'il soit question de «*démocratie participative*», sauf à imaginer qu'ils n'en n'ont pas trop perçu le sens. Il est vrai que ce concept mal connu, devient dans le langage politique aussi tarte à la crème que le précédent «*développement durable*».

Pour l'écologiste que je suis, le développement durable est un vocable que j'ai souvent trouvé coincé dans des projets où, hélas, il n'avait pas grand-chose à faire et j'ai pu mesurer combien les meilleures idées pouvaient se heurter au mieux à l'ignorance au pire à la duplicité.

petit bout de territoire qui s'appelle le Pays Basque Nord.

Dans les premières rencontres, l'interrogation dominait. Reprendre un débat départementaliste à l'heure où le département était présenté comme l'élément le plus ringard de l'organisation territoriale, semblait réactiver une lutte vouée à l'échec. Le débat fut riche, et comme à l'habitude, respectueux des différentes approches, mais petit à petit les constats amenèrent les participants à prendre conscience d'un certain nombre d'évidences.

D'abord les départements existent encore, et sous d'autres latitudes, le Premier ministre en exercice (oui ça existe encore!) est allé consacrer celui de Mayotte devenu depuis peu le 101<sup>ème</sup> département français...Voilà un truc qui risque donc de disparaître avant d'être réellement entré en fonction à l'horizon 2011!!

D'autre part, alors que pour la Métropole tout semble joué d'avance avec les conclusions du rapport Balladur, le Président Sarkozy répond à des luttes sociales en Martinique par l'invitation à se prononcer par référendum sur une évolution institutionnelle du territoire, à des gens qui n'en demandaient pas tant, puisqu'en 2003, ils ont déjà répondu à la question par la négative!

Décidément dans cette République, l'égalité des citoyens et des territoires est encore à conquérir, puisque la multiplicité des réponses n'a d'égale que le cynisme qui prévaut dans les décisions de nos gouvernants!

Enfin, au même moment quelques

## Maintenir

élus devaient encore se mobiliser afin de maintenir à l'EPFL (établissement public foncier local) le périmètre qui est le sien actuellement, à savoir bien sûr celui du Pays Basque. Car même si cela peut paraître anecdotique,



Martine B

sous la pression de certains élus du PS béarnais, et avec l'aide du Président de région, on a tenté d'ouvrir le périmètre à l'intégralité du département! Et, un de plus! Bien entendu cela amenait de facto une représentation minoritaire de notre territoire dans toutes les instances de l'EPFL! Pardi! A Batera, cela nous a ramené aux multiples combats qui ont dû être menés et qui sont encore d'actualité pour

## Le défi de

Atlantiques? D'autant, qu'à l'échelle pertinente de cette consultation, c'est-à-dire l'actuel département, ce n'est pas gagné et puis même, ne faut-il poser aux peuples que les questions dont on est certain de la réponse? Drôle de conception du débat politique!

Sur le fond, ce débat reste voire devient plus que jamais un débat d'avenir. Là où nous devons faire face à des flux décisionnels à l'échelle de la planète, les cartes seront redistribuées et nous devrons conjuguer au plus fort le global et le local. Cela amènera une réflexion accrue sur les territoires, les instances pertinentes de décisions et les citoyens auront de plus en plus l'exigence d'une véritable démocratie de proximité. Ils souhaiteront être interactifs sur la plupart des sujets qui les concernent et la démonstration est en train d'être faite par certaines prétendantes à la présidence de la République, ce qui devrait inciter peut-être

Mikel Aramendi, Nazioarteko arazoen aztertzailea

## Txina: eskala eta ikuspegia



*Ikerketa ofizialek, airearen kutsadurak (argazkiko ikatz erretzearen ondorioak, besteak beste), urtero 1.750.000 txinatarren heriotza aurrerazten dutela diote.*

Badira munduko edozein herrialderi buruz aritzeko onuragarriak ez ezik beharrezkoak diren oinarritzko giltzak (bertako kultura edota historia pittin bat bederen ezagutzea adibidez).

Baina Txinari buruzko mintzatzerakoan ezinbestekoak bezain bereziak dira bi zedarri, lehen urratsetik bide okerretik ez abiatzeko. Eskalaren gakoa eta ikuspegiaren gakoa deitu ohi diet nik neure artean, hobeagorik ezean.

### Eskalaren gakoa

Eskalaren gakoa, noski, Txinaren tamaina fisiko zein humanoaren kumea da. Teorian, denok ezbaierik gabe onartzen dugun abiapuntua da "herrialde-kontinente bat", edota "gizateriaren bosten bat" dela ezbaierik gabe aintzakotzat hartzen dugunean. Edo "munduko naziorik

handiena osatzen dutela, luzaz, Txinako han etniakoe" jabetzen garenean.

Handitasun horren ondorio zuzenentako beste batzuk (geo-ekonomikoak, batez ere), ordea, ez zaizkigu horren gardenak egiten, geure ohiko eskala eta neurriei zero bat edo bi gehitutakoan erreferentziak lausotu egiten zaizkigulako beharbada.



*"Ni la Chine, ni le monde,  
ne pourrait supporter que le ratio  
"nombre de voiture par habitant"  
qu'a actuellement l'Occident  
soit appliqué à la Chine ou à l'Inde!"*

Agian, horregatik, zifra zehatz bezain hausnargaitzetan murgiltzea baino argi-garriagoa gertatzen zaigu ideia soil eta zorrotzak aburutzat hartzea... nahiz eta haien edukia batzuetan aski okerra izan:

*"Txinatar guztiak komuneko papera erabiliko balute, ez legoke munduan nahiko zuhaitz", edota "egungo txinatarrek otorduetan behin erabili eta botatzeko zotzak nahiago izatea da munduko deforestazioaren zio nagusietako bat" esaten denean, adibidez.*

Beste batzuetan, haatik, nahiko zuzenak dira horrelako irizpideak:

*"Ez Txinak ez munduak ezingo luke jasan egungo gizarte mendebaldarrak duen ibilgailu pribatu proportzioaren parekorik Txinan eta Indian" esaten denean, demagun.*



**Mikel Aramendi**

Txinaren hazkunde ekonomiko bizkorrak (duela hogeitau hamabi aldiz handiago dela egun bere Barne Produktu Gordina gogora

genezake, erreferentzia modura) sortu dituen ondorio ekologiko ikusgarrien nondik-norakoa zentzuz kausitzeko nahitaezkoa da, edonola ere, eskala arazo hori argi edukitzea. Kualitatiboki, funtsean, kalte ekologiko horiek ez lirakeke Europa eta Iparamerikaren industrializazio prozesuek eragindakoen aldean oso ezberdinak; baina oso denbora laburrean gauzatu izanak, eta kuantitatiboki gizateriaren horren zati handiari zuzenki ukitzeak larritasun berezia ezartzen die ondorio horiei.

#### Arazo lokala

Batzuetan, airearen eta uraren kutsadura kimikoaren kasuan adibidez, arazoa lokala dela esan genezake, bertako gizaki eta izakien osasuna eta ongizatea delako zuzen eta nagusiki kaltetua, haien eragin globala ere mespretxagarria ez den arren. Iazko Joko Olinpikoen abagunea medio, mundu mailan ezaguna egin zen Beijing eta ingurumarietako airearen kutsaduraren arazo

larria, herrialdeko zonalde industrial guztietan ohikoa bestalde, ederki kostata (elekttrizitate ekoizpena murriztu eta eskualde zabaletan indar etenak ezarriz, besteak beste) agintariak zertxobait samurtu zutena... Jokoen ikuskizunak irauten zuten denboraldirako. Gero, ia dena lehengora itzuli da. Urtero 1.750.000 txinatarren heriotza aurrerarazten duela airearen kutsadurak, diote ikerketa ofizialek.

#### Txinatik kanpora

Askoz ezezaguna da, Txinatik kanpora, uraren kutsaduraren arazo latza, batez ere Yangtzi ibarrean, hau da, munduko ibai-arrorik populatuenean (Europa osoan baino gizaki gehiago bizi baita Yangtziaren erdi eta behe haranetan). Egitura geografikoz, ibai-arroetako herrialdea da Txina, itsas-kostal-deetako herrialdea baino askoz gehiago, azken bi mende hauetako bilakaera (eta, batik bat, azken hamarkada hauetakoa) bigarren horretarantz bideratzen bada ere. Eta ezinbesteko ondorioak erakartzen ditu horrek ur hornidurari, nekazaritzari, hondakin industrial nahiz urbanoei eta abarrei dagokienean... Itsasoratu baino ehunka edo milaka kilometro lehenago Luzhou, Chong-

qing, Wuhan edo Nanjing bezalako megapolien eragina pairatu behar duen ibaiak nahiko lan luke munduko lekurik txukun eta aurrerratuenean ere; baina egungo Txinan arazoak jite beldurgarria du: 700 milioi txinatarrek edaten duten urak ez dituela gutxieneko baldintzak betetzen, eta lurpeko uren %90 kutsatuta dagoela diote ikerketek.

Prozesu berberaren ondorio paraleloa, baina globala kasu honetan, litzateke negutegi gasen emisioen ugaltzea. Ondorengo

▼  
*“L'eau consommée par 700 millions de chinois, ne remplit pas les conditions sanitaires minimum, et 90% des eaux sous-terraines chinoises sont polluées.”*

taulak zehazten du mende honen has-tapenetako dinamika, ondorengo bost urte hauetan areagotu egin dena (2007az geroztik, munduko CO2 isurle handiena litzateke Txina, AEBen aurretik).

Emisio guztien hazkunde bizkorraz gandi, taulak argi adierazten du egungo Txinaren energia-iturrien berezitasuna: ikatzaren nagusitasun ikusgarria. Gero eta premia larriagoaz behar duen elektrizitatearen bi heren baino gehiago ateratzen ditu Txinak nahiko ugari eta eskura duen ikatza erretzen duten zentral termikoetatik; eta berauen eragina oso handia da CO2 emisioen kopuruetan. Txina ez dago prest, ordea, inondik ere bere garapenerako (bere garaian beste batzuentzat izan zen moduan) erabakigarria den ikatzari muzin egiteko, eta produkzioa bikoiztu egin du XXI. mendeko lehen bost urteetan, 2,5 milioi meatzariri bizimodua eman eta urtero istripuetan mila baino gehiago hilarazten dituen langintzare bitartez. Ikatza erabili ezean, independentzia edota garapena galdu beharko luke.

#### Ikuspegiaren gakoa

Ikuspegiaren gakoa deitzen dudanera nakar honek. XIX-XX. mendeetan Mendebaldeko garapen industrialakudeatu zuen eliteak ez bezala, egungo Txinan aginpidea eta erabakimena duen elite burokratiko-ideologikoak badu kontzientzia ekologiko bat (haren oinarri diren argibide zientifikoak ezagutzen dituelako); baina ez du inondik ere hautu globalik egingo. Ez behintzat bere nazio-interestatzat jotzen duenaren gaitetik. Eta, bide batez, arazo lokal larriak (airearen eta uraren kutsadura, e.a.) konponbideratzeko jarrera aktiboa hartzen ari bada ere, ezin da antzekorik itxaron negutegi gasen isurketaren arazo globalaren aurrean, adibidez.

Eta Txina den adinakoa izanik, derrigor-tu dezakegula pentsatzea ameskeria da. □

**Erregai fosiletatik eratorritako CO<sub>2</sub> emisioak Txinan  
1998-2004 bitartean (milioika Tm-tan)**

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Ikatzetiko CO <sub>2</sub>	2.363	2.287	2.339	2.472	2.518	2.731	3.809
Natur gasetiko CO <sub>2</sub>	47	51	57	64	69	72	83
Petroliotiko CO <sub>2</sub>	531	566	636	653	686	737	816
<b>Erregai fosiletatik CO<sub>2</sub> guztira</b>	<b>2.940</b>	<b>2.905</b>	<b>3.033</b>	<b>3.190</b>	<b>3.273</b>	<b>3.541</b>	<b>4.707</b>

*Iturria: AEBko Energia Administrazio Agentzia*

*Emisio guztien hazkunde bizkorraz gandi, taulak argi adierazten du egungo Txinaren energia-iturrien berezitasuna: ikatzaren nagusitasun ikusgarria.*

## Udako goxotasuna

### Kiskil

Udan herriko bestak maiz aipatuak baldin badira, uda guztiz, beste hitzordu batzuk ere baditugu: musika edota antzerki festibalak - udako unibertsitateak...

Memento goxo batzuk izaiten dira, jendeekin gustura hitz egiteko parada, ikusmolde ezberdinen trukatzea, talde batzuen ezagutzeko posibilitatea...

Udak ekartzen duen lasaitasun horri esker, urtean zehar diren eztabaidak lasaiago aipatuak dira.

Bestalde, uda hasterakoan, bat batean auzoen artean harremana berriz lotzen da, iduri eta urtean zehar ezin dela minuta batzuk hartu, batak bestearen berri jakiteko.

Udak, ekartzen duen lasaitasuna, baso baten inguruan bi solas egiteko, hots goxo-goxoan beste bizi molde baten ukaitea.

Nor ez da urte guzian tarrapatan ibilki, hilabete bat bestearen ondotik joan delarik: lagunak edota familiaren ikusteko denborarik ez delarik hartzen ere!

Ze mundu nahasian bizi giren!

Zergatik gure bizitzeko moldea hein horretara aldatu dugu?

Ze beharrek eramaiten gaitu beti lasterka ibiltzera?

Mila tresna eskuetan ditugularik, telefono mugikor, ordenagailu eta internet sareak... hau guziak direla eta irudi zaigu denekin denetaz mintzo girela, denen jakinean girela...

Baina ze heinetaraino informazioaren jakinean gira?

Ze heinetaraino, harremanak atxikitzen ditugu hurbilekoekin

Bon utz ditzagun betiko kezka eta galderak uda hor da, lasai lasaia segi dezagun udako aste hauetan, aski goiz etorriko dira buru hartzeak!!



## ASBJØRN WAHL

Coordinateur National en Norvège de la Campagne pour l'Etat-providence



# Question sociale et changement climatique (2/2)

### Redistribution des richesses

Une chose est claire : il y aura des changements considérables. La question qui se pose est donc, comment allons-nous faire face à ces défis ? Actuellement, les travailleurs et les syndicats sont en mode défensif. Nous sommes sous pression. Il y a une tendance à individualiser la responsabilité de l'émission de gaz à effets de serre. Chacun de nous doit payer pour les émissions causées, même si ces émissions dans la plupart des cas sont le résultat de la façon dont la société est organisée et de la pression exercée par les forces du marché.

Bien sûr, les émissions doivent être réduites, et même de façon radicale. Mais cela ne pourra pas être laissé sur le compte de la responsabilité de chaque individu. Ni même obtenu en mettant en place des restrictions économiques qui dans la pratique exemptent les riches et bien portants de tout changement. Et, dans de telles conditions, pourquoi les gens ordinaires devraient assumer le poids des mesures nécessaires pour faire face au changement climatique. Les gens n'accepteront jamais que les riches puissent continuer à payer pour maintenir leur mode de vie, que les intérêts des entreprises soient protégés alors que les coûts seront assumés par les travailleurs, consommateurs et contribuables. Ce dont on a besoin n'est autre que des solutions politiques et collectives où la politique contre les changements climatiques va de paire avec une redistribution radicale des richesses. Tout autre solution en deçà de celle-ci ne permettra pas de trouver une issue à la crise climatique.

### De la défensive à l'offensive

Les organisations environnementales nous disent que nous devons faire plus de sacrifices pour sauver le climat et notre planète. Ceci est doublement incorrect et faux tant au niveau stratégique que tactique. Les politiques liées au changement climatique ne sont pas uniquement des questions de sacrifice mais il s'agit là de créer une meilleure société pour tous. Roger Tossaint le Président du Local 100 à New York du Syndicat des transports a vu juste quand lors de la Conférence sur le Changement Climatique il a déclaré : "Devenir vert n'est pas simplement une affaire de création d'emploi, c'est aussi une amélioration de la qualité de vie pour les travailleurs".

De sérieuses politiques contre le changement climatique nous donneront l'opportunité de vivre un changement social progressiste. Ce changement impliquera automatiquement une économie gérée de façon plus démocratique. Cela créera de millions de d'emplois verts, particulièrement dans le transport public et dans

la production d'énergie renouvelables. Cela réduira la concurrence de marché et la pression au travail. Cela rendra nécessaire la réduction du temps de travail afin de réduire la sur-exploitation des ressources et de permettre une meilleure répartition du travail à travers le monde. Si nous faisons notre travail convenablement, cela on l'espère, réduira le consumérisme qui dans notre société sert à compenser d'autres attentes sociales sans réponses et caractérisées par l'aliénation et l'absence de pouvoir. En résumé, le changement social est une pré-condition et une solution en même temps pour stopper le changement climatique.

De plus, la réduction des émissions des gaz à effets de serre va aussi réduire la pollution dans les lieux de travail et les communautés. Un énorme transfert de technologie sera nécessaire, et cela gratuitement, à la fois pour réduire leurs émissions de gaz et aussi pour sortir deux milliards d'êtres humains de la pauvreté. Mais le fait le plus important est que les politiques contre le changement climatique vont assurer la survie des êtres humains et celle de la planète.

### Alliances et mobilisation sociale

Les sommets globaux n'ont pas engendré l'égalité sociale, le travail pour tous, les conditions de travail décentes, l'éradication de la pauvreté, l'égalité des genres. Il ne semble pas non plus qu'ils vont résoudre le problème du changement climatique. C'est pourquoi nous avons besoin d'une mobilisation sociale et politique pour une solution alternative reposant sur la solidarité, l'égalité et les besoins de la population.

Le mouvement syndical devra bâtir des alliances stratégiques avec le mouvement environnemental, et d'autres mouvements. Afin d'y arriver, nous avons besoin de compenser d'importantes faiblesses. D'abord, nous devons nous assurer que les mouvements environnementalistes comprennent le rôle de la force sociale (ou de la lutte des classes). D'autre part, nous devons nous-mêmes, au sein de nos organisations syndicales croire la compréhension des problèmes environnementaux et de la crise climatique. Cela peut seulement arriver si les deux mouvements commencent à coopérer, à échanger des points de vues et des expériences ainsi qu'à développer un environnement de discussion amical et constructif.

### Changer la société... et non le climat!

Notre perspective à long terme doit donc être de bâtir les alliances sociales nécessaires pour le changer la société et non le climat. Cela est ambitieux, mais nécessaire et possible !



# Le temps qu'il reste

A partir du 12 août, à l'Atalante, le Cinéma d'art et d'essai de Bayonne

THE TIME THAT REMAINS ou LE TEMPS QU'IL RESTE, film très important de Suleiman tant d'un point de vue politique, avec une réflexion sur l'exil des réfugiés palestiniens, que d'un point de vue cinématographique avec une maîtrise exceptionnelle. Selon l'Atalante, ce film aurait dû être palme d'or de Cannes et de très loin... l'oubli du jury pour le palmarès est incompréhensible!

THE TIME THAT REMAINS raconte quatre épisodes marquants de la vie d'une famille, la famille d'Elia Suleiman, de 1948 au temps récent.

Ce film est inspiré des carnets personnels de son père, et commence lorsque celui-ci était un combattant résistant en 1948, et aussi des lettres de sa mère aux membres de sa famille qui furent forcés de quitter le pays.

Mêlant ses souvenirs intimes d'eux et avec eux, le film dresse le portrait de la

vie quotidienne de ces palestiniens qui sont restés sur leurs terres natales et ont été étiquetés "Arabes- Israéliens", vivant comme une minorité dans leur propre pays.



On se souvient d'INTERVENTION DIVINE et de la manière tragi-comique dont Elia Suleiman (visage imperturbable à la Buster Keaton) observait les vicissitudes de l'occupation dans sa Palestine natale.

Sept ans après, il revient avec un film encore plus profond, intime et poignant, brandissant de nouveau son silence et son minimalisme rigoureux comme une forme de résistance.

Dans un style délicatement absurde et incisif, il nous fait partager la condition de ces "présents-absents", privés d'identité et réduits à une résistance silencieuse qui explose parfois dans des répliques cinglantes ou dans la vitalité d'une jeunesse dansant au son du tube des Bee Gees, "Staying Alive".

D'une dignité et d'une humanité qui serre la gorge, LE TEMPS QU'IL RESTE est un film à la poésie universelle en même temps qu'une magnifique déclaration d'amour aux siens et au cinéma...



## L'Agenda de la Fondation

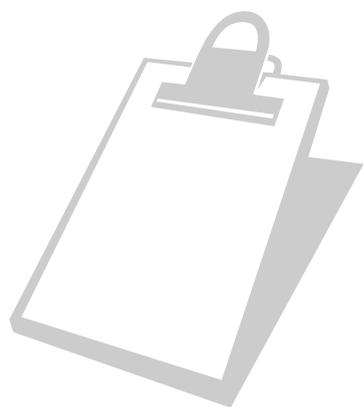
### PUBLICATION DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

La Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua a publié le livre "500 exemples de non-violence. Une autre façon de raconter l'histoire", en euskara et espagnol.

Comme le disent les auteurs<sup>(\*)</sup>, "la confrontation violente n'apporte rien d'autre que de nouvelles souffrances(...), elle facilite la violence d'Etat, elle est un obstacle à la participation sociale et mène à l'immobilisation de la majorité. Ça suffit ! Qu'on laisse la voie libre à la confrontation civile et non violente, qui a déjà suffisamment d'obstacles à lever."



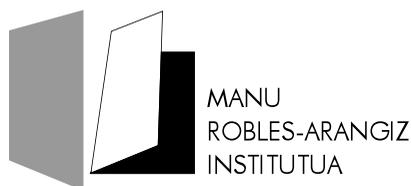
<sup>(\*)</sup> Sabino Ormazabal et Joseba Ossa, membres de Bidea Helburu Taldea (Le groupe "La voie pour objectif" - [www.bideahelburu.org](http://www.bideahelburu.org))



Alda'ren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

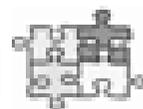


<sup>(\*)</sup> "Ne saviez-vous pas que lui aussi avait été pris pour un malfaiteur?"



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda'ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



# enant !

maintenir en Pays Basque, les organes de décisions de la CAF, de L'URSSAF, de la CCI, de la Direction générale de la concurrence et de la répression des fraudes...

A chaque fois nous ressentons la mê-



de B isauta

me volonté de nous priver de toute reconnaissance territoriale, à chaque fois, nous devons faire face à la même évidence: le Pays Basque n'existe pas!

Et cela, même si à partir des outils chichement concédés, celui-ci fait preuve d'un dynamisme constant, d'un réel talent à s'écouter, à s'organiser, à impulser des actions qui participent de façon évidente à une meilleure réussite

te par rapport à des territoires voisins qui s'étiolent malheureusement chaque jour un peu plus! Dans un contexte économique et social très difficile, le Pays Basque démontre une certaine vitalité: progression en nombre d'étudiants, création d'emplois soutenue par un système solidaire, engagement dans le développement durable avec un Agenda 21 labellisé, installations nombreuses de jeunes agriculteurs... Puisque personne ne veut le reconnaître autant le faire savoir nous-mêmes!!!

Bien sûr, le Conseil de développement et tout ce qui s'est greffé autour, ne représente qu'une très mince partie de ce qu'il nous faudrait obtenir, mais ne retenons qu'une leçon: à partir de cela, nous avons été en capacité de démontrer ce dont nous étions capables et au final, il est légitime de se demander si cette réussite n'est pas dérangeante?

A Batera nous avons pointé le manque de pérennité de toutes ces instances aujourd'hui singulièrement menacées alors qu'elles ont fait largement preuve de leur efficacité, de leur expertise et qu'elles emploient nombre de personnes qui œuvrent pour un avenir soutenable de ce territoire. Car dans la réduction de ce «millefeuille» institutionnel que le gouvernement a programmé, nous pouvons en toute logique imaginer que nous serons les premiers sacrifiés.

Sacrifiés, car on ne nous écouterait pas pour l'obtention d'une institution spécifique, département ou autre, qui

serait une reconnaissance de l'existence du Pays Basque. Sacrifiés car nous verrons disparaître à terme les outils dont nous disposons actuellement au nom d'une logique de rationalisation, qui n'aura de rationnel que le nom car déjà on phosphore sur des élus de territoire, qui auraient pour principal avantage que de maintenir des postes d'élus pour les grands partis qui se partagent le gâteau!! Et, là on peut s'attendre à l'union sacrée pour la défense des prés carrés!!!

A ce stade, n'évoquons pas l'intérêt général ou la volonté populaire, ce serait gâcher la fête... Que valent 35.000 signatures, ou 12.000 manifestant(e)s aux yeux des décideurs quand il s'agit d'abord de maintenir des baronnies locales. Rivarol écrivait, il y a un certain temps déjà: «Il y a deux vérités qu'il ne faut jamais séparer dans ce monde: 1) que la souveraineté réside dans le peuple - 2) Que le peuple ne doit jamais l'exercer», force est de constater que le temps ne fait rien à l'affaire, et que certaines réalités ont la peau dure.

Je ne crois pas trahir, ce qui a été l'expression de l'assemblée générale du 11 juillet à Espelette en disant que nous avons pris conscience collectivement de la nécessité de poursuivre notre combat, que malgré le contexte et les difficultés non négligeables, nous sommes persuadés de sa légitimité, de son impérative nécessité et aujourd'hui peut-être plus encore qu'hier. La surprise qui a été la nôtre au regard du grand nombre de présent(e)s à ce rendez-vous malgré la

période estivale, incline à penser que la place de Batera dans le débat public est toujours pertinente.

Et ce débat ne fait que «re» commencer, nous devons le fouiller, le faire grandir et nous devons être prêts pour les échéances de la fin de l'année, afin que le travail intense des dernières années ne passe par pertes et profits. Nous devons être convaincus que nous ne réveillons pas une question «ringarde» mais bien que exigeons une réponse d'Etat à une revendication à la fois ancienne et empreinte de modernité aussi, puisque c'est celle de la reconnaissance même de l'existence du Pays Basque et au-delà de la façon par laquelle nous répondrons aux enjeux économiques et sociaux actuels et de demain.

Il nous faut être entendus, le silence qui jusqu'ici a répondu à toutes nos mobilisations n'est que la forme la plus achevée du mépris. Il faut en finir, que la consultation soit une fois pour toute organisée et que l'Etat prenne ses responsabilités.

Ignorer cette démarche démocratique serait prendre un bien grand risque pour la paix sociale car devant cet état permanent d'injustice, «le désordre est déjà un commencement de justice» (Romain Rolland).

A Batera, on compte une fois de plus sur chacun et chacune d'entre vous, mais comme chaque fois nous savons que vous répondrez présent(e)!!

**Martine Bisauta,**  
23 juillet 2009

## le Batera

quelques uns à réfléchir.

Les institutions actuelles, enfermées dans le corset du jacobinisme le plus étroit, sont totalement obsolètes et ne répondent plus aux défis de ce temps, la crispation ne servira à rien, sinon à couper un peu plus le personnel politique de ceux et de celles dont ils se prétendent les mandants. Une page se tourne, mais ce n'est pas encore évident pour tout le monde, et s'opposer frontalement à ce qui n'est qu'une consultation populaire relève du sur-réalisme le plus absolu. «Cours camarade, le vieux monde est derrière toi»...!

Et nous n'en sommes pas là! Le pari fou de Batera consiste à seulement démontrer que 10% de la population souhaite, ouvrir le débat et s'exprimer. La suite reste à écrire.

Et cela est encore trop semble-t-il pour ceux qui dans le passé ont nié le résultat de sondages, la position majoritaire

des maires du Pays Basque, le nombre même des manifestants! Pourtant ces contestataires prétendaient à l'époque qu'ils s'inclineraient devant une volonté populaire claire et sans équivoque.

Et, patatras! L'occasion est pourtant belle, une fois le référendum obtenu, de faire valoir leurs arguments, de se frotter aux dires des départementalistes, de gagner démocratiquement la bataille! Et bien non, ils désertent le terrain en se réfugiant derrière de pitoyables arguties, plutôt qu'une fois pour toutes se soumettre au verdict citoyen. Seraient-ils moins sûrs maintenant de la prétendue indifférence à cette question?

Cette attitude est très révélatrice de cette mode fatigante, où l'on joue sans cesse à plus démocrate que moi tu meurs, ce politiquement correct portoa-légitime, où toute décision qui ne passerait pas par une agora systématique

n'aurait aucune pertinence! Mais quand les maçons sont au pied du mur, le discours s'effiloche, les vieilles habitudes reprennent le dessus. Certes on est passionnément pour l'expression du peuple, mais justement pas dans ce cas, et justement pas à ce moment-là!

Cela me rappelle le bon temps des années 70, où devant toute revendication du Mouvement des femmes, nombre de ces officines de gauche tentaient de calmer les ardeurs féministes, non pas sur la légitimité de leurs revendications mais sur la pitoyable idée que les temps n'en étaient pas venus et qu'il convenait de remettre cela aux calendes grecques!

Les temps évoluent mais les dinosaures n'ont pas complètement disparus!

Les tenants de la partition des Pyrénées-Atlantiques, ont décidé, eux, de jouer le jeu, d'aller jusqu'au bout de la

logique et de se soumettre à ce que les habitants et les habitantes de l'intégralité du département souhaitent pour l'avenir.

A la lâcheté des uns répond le panache des autres, qui acceptent sans baragouiner l'idée qu'il faudra compter y compris avec le Béarn pour trancher la question.

Dans ce contexte, le succès de cette opération dépend en priorité de chacun et chacune d'entre nous.

Signez et surtout faites signer, ensemble décidons!!

Nous avons peu de temps, donnons nous l'objectif de convaincre notre famille, nos amis, nos collègues, nos voisins de palier, tout ce qui émerge sur une quelconque liste électorale des Pyrénées-Atlantiques. Mettons nos idées en conformité avec nos actes, la démocratie ne pourra qu'y gagner!

**M. B.**



# Navarre : Miguel Sanz verrouille

*Le président UPN de la Communauté forale veut modifier la loi électorale et contrôler les aides pour l'euskara provenant du gouvernement de Gasteiz*

**S**A majorité politique est très fragile, il ne gouverne que grâce à l'abstention des socialistes. Le parti de Miguel Sanz, l'UPN, est ravagé par des querelles intestines depuis que le torchon brûle avec son clone espagnol, le Parti populaire, après le refus du parti régionaliste de voter en faveur de l'investiture du leader PP aux Cortés. Alors Miguel Sanz prend les devants le 20 juillet. Il propose de modifier le système électoral prévu dans le statut de la Communauté forale de Navarre. En cas de dissolution anticipée et donc de nouvelle élection, le nouveau gouvernement local disposera d'un mandat complet de quatre ans, alors qu'auparavant sa durée prenait fin à la date fixée au départ de la précédente législature. En tant que chef de l'exécutif et détenteur du pouvoir de dissolution, Miguel Sanz dispose d'une arme politique redoutable et il accroît ainsi sa marge de manœuvre pour calmer les velléités de rébellion dans son propre camp.

La formule existe déjà dans certaines communautés autonomes, Valence, Iles Baléares, et a déjà reçu un accord de principe de la part du ministre espagnol de la Politique territoriale Manuel Chaves. Cette réforme démontre la facilité avec laquelle il est possible

de faire évoluer les statuts d'autonomie — onze d'entre eux ont été modifiés à ce jour — et Nafarroa Bai regrette que tout cela ne serve qu'à

celles du trafic, de la Sécurité sociale et des institutions pénitentiaires. Ce qui correspond à l'ANPE a été transféré à la Navarre en 1999 mais sans le



servir les intérêts électoraux de quelques-uns. D'autant que la totalité du contenu des statuts votés au début des années 80 n'est toujours pas mise en œuvre. La Communauté forale de Navarre comme la Communauté autonome basque ne bénéficient toujours pas du transfert de certaines compétences, environ 37, en particulier

pouvoir de gérer son financement, ce qui évidemment limite énormément les choses.

## Contrôler son pré carré

Miguel Sanz ne supportait pas qu'un certain nombre d'organismes navarrais en charge de la défense de l'euskara bénéficient de soutiens financiers

directement de la part du gouvernement autonome basque. Depuis la rencontre le 3 juillet entre Miguel Sanz et le nouveau Lehendakari Patxi Lopez, le président navarrais aura désormais son mot à dire dans les critères de répartition de la manne financière. Cela vaut en particulier pour la radio *Euskal Herria irratia* qui reçoit des aides de la part de Gasteiz, mais pas un centime d'Iruñea. Le gouvernement foral refuse de les lui accorder sous prétexte que cette radio émet sans licence officielle, une licence que le même gouvernement refuse de lui attribuer.

L'accord du 3 juillet évoque la «non-ingérence», le respect mutuel entre institutions voisines et donc la nécessité d'une concertation préalable avant l'attribution des aides financières. Nul ne sait pour l'instant si le montant global sera maintenu. Il bénéficiait pour l'essentiel à la fédération des ikastola et à Euskal Kultur Elkar-  
goa.

Les deux régions étaient présentes chacune de son côté dans les foires européennes de cultures ou de langues à Londres ou à Berlin, comme Expo Langues par exemple. Elles disposeront désormais d'un stand commun, comme cela s'est fait pendant quelque temps à partir de 1986.

## ETA cible et frappe

**L**A période de «réflexion» annoncée le 25 mai est bien révolue. ETA est à nouveau en action. Ça a été d'abord l'attentat mortel le 19 juin, contre un policier à Arrigorriaga. Puis le 9 juillet, sur le coup de minuit, une violente déflagration a endommagé le siège du PSOE à Durango, causant des dégâts tout autour. Ce n'était rien à côté de celle déclenchée le 28 juillet vers 4h du matin devant un résidence familiale de gardes civils à Burgos. La charge contenue dans un fourgonnette volée en France, évaluée à 300 kilos d'explosifs, arrachait la façade sur plusieurs étages, éventrant les appartements. Aucune victime mortelle, mais une soixantaine de blessés, dont des enfants.

Vingt-quatre heures plus tard, le 29 juillet, loin de ses bases, ETA frappait pour la première fois de ses cinquante ans d'existence,

dans les îles Baléares. Au village le Calvia, à Majorque, deux jeunes gardes civils trouvaient la mort, dans l'explosion de leur véhicule, piégé pour une bombe-ventouse. L'un était originaire de Burgos, l'autre de Pampelune.

Chefs du gouvernement et de l'opposition, Lehendakari, et autres responsables politiques, se rendaient immédiatement sur place pour manifester leur sympathie aux familles et leur réprobation de l'acte criminel.



La caserne de la guardia civil de Burgos après l'attentat d'ETA

■ **Riposte des jeunes.** Suite à l'incarcération à Paris, le 3 juillet, des trois jeunes arrêtés fin juin dans la dernière rafle locale, une conférence de presse a dénoncé le 9 juillet la dureté et les pressions durant les gardes à vue à Bayonne.

Et le 11, une importante manifestation sur cette affaire se rendait de Saint Jean de Luz au domicile de MAM à Ciboure, où les CRS utilisaient les gaz lacrymogènes.

■ **Irrintzi sans doute.** On croyait les golfs quelque peu oubliés des activistes. Après bien des années, le premier touché a été il y a quelques semaines celui, municipal, de Chiberta. Le 23 juillet au matin, un employé découvrait une bonbonne prête à exploser devant l'entrée du golf de Chantaco, propriété dès l'origine de la famille Lacoste. Le 29, les ouvriers d'entretien se trouvaient face à six greens sabotés à coups de pioche et de bêche. Les dégâts, longs à réparer, ont été provisoirement colmatés. Le même matin, au golf municipal de la Nivelle, à Ciboure, c'était le même spectacle, cette fois sur dix greens. La compétition d'enfants était annulée, et l'établissement fermé. Non loin de là, des inscriptions à la peinture indiquaient: *EH ez da salgai*, puis *Lurra defendatu dezagun*.



## Belagileen trajeria

*La pastorale d'Aloze-Ziboze-Onize change le visage traditionnel du genre. La tradition, plus on la violente mieux elle se porte. La sorcellerie n'est pas «bourrage de crâne», l'histoire n'est jamais que du récit.*

**L**E spectacle offert par Aloze-Ziboze-Onize, les 26 juillet et 2 août, changera, à ne pas en douter, le visage de la pastorale souletine. J'ai l'impression qu'après plusieurs tentatives, souvent de premier ordre, nous avons tourné une page un peu comme ce fut le cas lors de la fameuse reprise de cet art sous la conduite enthousiaste du tandem Urruty-Etxahun. Je le reconnais d'autant plus volontiers que dans le dernier «Bulletin du Musée Basque», je n'ai pas dit que des choses «attendues», sur cette forme d'art, reconduite d'année en année, dans ce qui ressemblait parfois à de la routine ou à de «l'indéfinissable».

**Une dynamique inexorable:** au fil des ans, sans brusquerie, même si c'est avec bien des hauts et des bas, la qualité de ce spectacle ne cesse d'émerger; elle accompagne désormais la bonne volonté pour ne pas dire l'amateurisme (mais attention: dans le sens noble du terme –l'amateur c'est celui qui aime). Il serait cruel de citer des noms car ils ne relèvent que de choix, mais au moins celui de Pier-Paul Bercaits s'impose. Voyez comment évolue la musique, voyez le professionnalisme des musiciens (chapeau à ceux d'Alos!!). Il faut voir comment les chants sont «en place», variés et innovants sur bien des points (avec même de beaux essais de polyphonie); merci à nouveau à Bercaits, mais aussi à Etchart, Etchecopar... Voyez combien les chorégraphies sont désormais attendues. N'oublions pas la beauté des costumes qui «colent» au climat des situations et expriment un net souci d'authenticité (la belle symphonie colorée à Alos!). Il faut enfin saluer la qualité technique de la sonorisation (et ce n'est pas rien!!). Et puis ce qui semble être des «détails» comme ce superbe «diable» de la porte des rouges. La tradition? Plus on la violente, mieux elle se porte.

**Un sujet prenant et actuel:** l'arrière plan historique de *Belagileen trajeria* est bien connu et commémoré cette année, en Labourd. Il est abominable. C'est celui de cette petite province livrée aux turpitudes des pervers et au mépris des puissants. Ils mirent à profit le lointain séjour des marins. Il ne restait essentiellement au pays, que des femmes, des enfants, des prêtres. Plus encore, des vieillards retombés en enfance. Tout un petit monde vivant aux franges de la précarité si ce n'est de la misère. Modernité oblige, le pouvoir a décidé la mort de ces gens avec leur culture d'un autre temps, leur langue minoritaire et incompréhensible, leur conception choquante du droit et leur sens bizarre de la valeur de l'homme. On les a qualifiés de

«sorciers»; ça se faisait beaucoup à l'époque (il fut un temps où l'on aurait dit «bascuraille»). Les dociles seigneurs d'Urtubie, de Caupenne d'Amou vont alors demander au «bon roi Henri» d'envoyer ici la justice afin de guérir son royaume de ce mal... Silence complice du Biltzar. Accord passif (au moins au début) de l'évêque d'Echaz. Atxalar? Aux abonnés absents. Etonnant. Enfin...

**Dominika Recalt**, l'auteur, est un sacré conteur. Son texte est sensible, par moment poignant, percutant (il a évité le



piège facile de la sensiblerie et la diabolisation), sans concession (il ne met pas ses idées dans sa poche).

Son vaste tableau du Labourd de la Renaissance est des plus authentiques. Il a su mettre en lumière de façon la plus ajustée, la condition de la femme (au XVI-XVII<sup>e</sup> siècles... au moins!) ainsi que la dure nécessité de vivre. Il a traité la folie de de Lancre avec tact et justesse; il a respecté le tortionnaire. Il a bien posé le projet du «bon roi Henri» et sa «real politik» relayée par la veulerie des petits nobles labourdins, agités et inconsistants.

Je note que pour lui, c'est la reine (une femme donc) qui pousse à la chasse aux sorcières (aux autres femmes...) de la même façon c'est un fils de ce pays qui vient torturer les siens. Les médailles n'ont donc que des revers?

Il a donné aux Satans l'occasion d'être la parole du Mal ricaner, en étant des acteurs à part entière. Enfin! Ils ne sont plus de simples danseurs embauchés pour couper la longueur (souvent exagérée) des situations en montrant leurs prouesses et (parfois) leur grand art. Il a brossé avec tact et résolution l'éternel problème de l'affrontement des cultures («naturaliste» et «cultivée») et des modes de vie (des «possédants» et «du peuple»), du cynisme d'un pouvoir avec sa brutalité.

Bien entendu chacun fera des réserves! Pour ma part je regrette de voir Mari un

peu trop mêlée à ces histoires alors que les névroses et autres schizophrénies auraient mérité d'être mis en relief; la «sorcellerie» relève plus de la pathologie sociale que du religieux. Encore une fois, qu'importe, rêvons! Quand elle n'est pas «bourrage de crâne», l'histoire n'est jamais que du récit...

**Jan-Pierra Recalt** fut un lumineux errejent qui donna forme à cette entreprise. Quelle belle prouesse, quel régal! Sa mise en scène fut des plus classiques, avec quelques clins d'œil (voyez les acteurs se saluant, etc.). Mais le formalis-

**Les danseurs ont été excellents:** les garçons habillés en Satan et les filles avec des costumes particuliers. Tous étaient impeccables. Les demoiselles furent superbes. On n'est pas prêt d'oublier ces couples de Satan vibrant sur place, les épaules dégagées, tête droite et regard franc, les jambes souples, le corps ne touchant terre que pour mieux s'en détacher. On était complètement avec ces danseurs, dans leur recherche du centre d'équilibre, dans le contrôle du souffle, dans la maîtrise du geste, l'effacement de l'effort. On s'attachait à suivre (avec celui placé du côté de la porte des rouges!), de délicats posés de pointe, des petits coups de talons intercalés dans les sauts tissant le lent monologue éclatant dans d'éblouissants frijat. Mon Dieu que c'est beau!

Les chants alternèrent entre un certain classicisme et de franches audaces. Subtil équilibre. Il y eut bien de l'émotion dans quelques couplets, mais sans plus. Les acteurs furent vraiment bons et parfaitement crédibles; les rouges furent méchants à souhait mais dignes, ce qui est essentiel.

Quelle merveilleuse Soule. Quelle belle culture basque! Mais oui, elle verdit, elle fleurit. Les efforts (souvent désespérés) n'auront pas été vains. Aux d'Urtubie et autres de Caupenne d'Amou qui luttèrent ou luttent encore contre les vaillantes ikastola, à tout ces gens qui nous traitent de communautaristes et ne veulent que notre mort, la meilleure réponse n'est-elle pas de vivre pour ce pays? De susciter des créateurs et non des martyrs ou des égarés.



Que la tradition donne de beaux fruits lorsqu'elle se laisse culbuter et engrosser par d'insolents amoureux talentueux en diable! Biba sorgiñak!  
Gora Xiberua!

M. D.

PS: Serait-il possible d'avoir cette pastorale en Labourd? Au pied du château du seigneur de Saint Pée par exemple? Les dames du Labourd et leurs hommes s'en régaleront d'avance...



# Euskal Herria

**A**U sud et à l'ouest de la Bidassoa, le PP et l'UPN font pression sur le gouvernement autonome basque de Gasteiz pour que celui-ci supprime du «*curriculum basque*» et des livres scolaires le nom «*Euskal Herria*» (Pays Basque). Celui-ci serait selon eux une invention récente des abertzale. Or il n'en est rien: ce nom a été utilisé depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle par de nombreux auteurs de diverses idéologies, pour désigner l'ensemble des territoires de langue basque: le pays, la terre de l'euskara.

On peut se référer sur ce point au texte voté par Euskaltzaindia, l'Académie de la langue basque, lors de sa séance du 23 juillet 2004, et rendu public par cette dite assemblée qui est en matière linguistique la conseillère officielle des pouvoirs publics. Voici des passages de ce document.

«*Aspaldiko mendeetatik hedatua izan da Euskal Herria izena... lehen lekukoa dugu Joan Perez de Lazarraga arabarra (1564 inguru)... Orobat ikusten dugu gure Herriaren izena Joanes Leizarragaren lanean... Pedro Axular idazle nafarrak ere darabil izen hori, 1643ko Gero aszetika liburuan... Tartasek, orobat, erabiltzen du izena Ontsa hiltzeko bidia liburuan (1666)... Paulo Ulibarrik (1775-1847)...*

*Letra xehez Azkueren hiztegiaren bertan (1905-1906) ikus daiteke... Ildo beretik Gratien Adema Zaldubi (1828-1907) apaiz lapurtarraren Gauden gu eskualdun eta Eskualdunak poemetan, nen tradiziozko zazpi probintziak azaltzen diren... Estatu arteko mugaz alde bateko eta besteko erakunde eta agerkari batzuek izen hori izan dute, esatera-*

Jean-Louis Davant

*ko: Sociedad Euskal Herria elkarteak... Fidel de Sarmarinagak Bilbon fundatuak, eta Euskal-Erria aldizkariak, Jose Manterolak 1889an Donostian sortuak... Euskal kuntutegiak, halaber, ezin konta ahaleko aipamenak dakartza Euskal Herria-z... Juan de Bera kaputxino nafarrak Oiartzunen pre-*

«Le nom *Euskal Herria* apparaît dans les textes autour de 1570: il désigne le territoire de la langue basque»

*dikatu zuen 1834an... eta Frantzisko Xabierkoaz ari zelarik, honela zioen: "Zaio zela gure Espainian, Uskal Errian, Nafarroan".*

*Euskal Herria eskuarki erabili izan da, bestalde, ideologia eta pentsamolde alor guzietan... Salvador Castilla Alzugaray (Iruñea 1819 - Donostia 1884), errepublikazaleak... Vianako semea zen Francisco Navarro-Villoslada eleberrigileak (1818-1895), tradizionalistak... Ramon Zubiaga buruzagi karlista bizkaitarrak... Iruñeko alaba den Dolores Baleztena (1895-1989) idazle karlista nafarrak... Jesus Etayok 1921eko maiatzaren 17an El Pensamiento Navarro-n...».*

L'Académie de la langue basque cite aussi l'hymne carliste Oriamendi, ainsi que le *Vocabulario na-*

*varro* (1952) de José Maria de Iribarren. Elle rappelle que le nom français de *Euskal Herria*, le *Pays Basque*, s'est répandu dans l'espace hispanophone sous sa version castillane *Pais Vasco* au XIX<sup>ème</sup> siècle, ce qui peut faire croire à son invention tardive. Mais nous avons vu qu'il n'en est rien pour l'appellation basque originelle qui remonte au XVI<sup>ème</sup> siècle dans les documents écrits. Nous savons aussi qu'elle désigne un territoire linguistique et non pas une entité politique. C'est pourquoi Sabino Arana Goiri inventa le néologisme *Euskadi*, ainsi que le précise l'Académie Euskaltzaindia:

«... *Sabino Arana Goirik (1865-1903) Euskadi izena sortu zuen, uste izanik Euskal Herria izenak ez zuela izaki politikorako balio*».

Enfin l'Académie basque rappelle que le nom *Euskal Herria* apparaît deux fois dans l'article I du Statut d'autonomie de Guernica pour désigner le Pays Basque, qui s'appelle aussi *Euskadi*.

Aux dernières nouvelles, la ministre de l'Éducation du gouvernement autonome basque semble résolue à garder le nom *Euskal Herria* dans les textes scolaires mais en précisant son sens linguistique, apolitique, avec raison. L'on ne peut que l'encourager à persévérer dans cette voie, malgré les pressions partisans, y compris celles d'un membre du gouvernement navarrais: très sourcilieux quand au respect de sa propre autonomie par le voisin de Vitoria/Gasteiz, celui de Pamplune aurait-il l'exorbitante prétention de dicter à celui-ci sa politique linguistique, culturelle, éducative?

## Sur votre agenda

Agorriila:

✓ Du jeudi 6 au samedi 15, **BAIONA** (Bar-brasserie des Arènes). «*Du Ruedo au Callejon*», exposition photos de Daniel Velez.

✓ Jusqu'au samedi 8, **BIARRITZE** (Médiathèque). Exposition «*Maisons rurales du Pays Basque*».

✓ Jusqu'au dimanche 23, de 15h à 19h, **IZURUA/OSTABAT** (Haize berri). Exposition de Christiane Giraud et Jean-Pierre Aubert.

✓ Jusqu'au 12 septembre, **BAIONA** (Musée Basque). Exposition «*Batekmila, les mondes basques*».

✓ Jusqu'au 12 septembre, de 10h30 à 12h30 et de 15h30 à 19h30, **DONIBANE LOHITZUN**

(Galerie Hordago). Exposition de Mattin Laurent Partarrieu, Bruno Logan et Sabine Cherki.



✓ Jusqu'au 20 septembre, **DONIBANE LOHITZUN** (La Rotonde). Exposition «*La peinture basque, passions privées*».

## Jabetasun eztabaidak Senperen

(Bigarren orrialdearen segida)

Lehenik partikularren alde jokatu ondoan, auzapez iragan bezain laster Esponda ere Cami-ren ideietarat itzuliko da 1977tik harat. Gaurko auzapeza, Bessonart andreak ere, bide berberetik doala jakinarazi du, idorki, joan den hilabete hortan. Senperko Gure Lurrak taldeak bi aldiz antolamendu orokor bat proposatu du, azkena 1989an. Baina Herriko Etxeak, ez du holarik aditu nahi, ez atzo ez egun; denbora lagun duela, azken ihardukitzaileak noiz desagertuko diren beha dago bere gisako tratu bat onartaraziz amore ematen duten guzieri. Liburu baten egitekoa bailitzateke, egia erran, horiekin guziekin.

Uda huntan haatik Peitxenbordako Erremundeguy familiak ez du onartu belaunikatzerik: 8 haurrideak (zenduaren haurrak ere barne baitira) batean jazarri zaizkio Herriko Etxeari, beren lau hektareen zaintzeagatik, zuzentasun osoz gure ustez, jabetasun ageriekin baitabilta, egundainotik familia horrek bakarrik erabili duen lurra begiratzeko. Zorionak gure partez! Lagunduko ditugu.

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Maintenant, par Martine Bisautia ..... 4 et 9

● Navarre: Miguel Sanz verrouille ..... 10

Cahier n°2 «Alda!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr